

4 Économie

Appui au développement

La Bad va injecter 811 milliards de francs au Gabon sur 5 ans

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

*L'institution bancaire panafricaine appuiera, a-t-elle indiqué, la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) et la Stratégie d'investissement humain du pays sur la période 2016-2020. L'accompagnement de la Banque couvrira en particulier l'appui à la transformation du secteur agricole, la valorisation durable de la filière forêt-bois, et l'amélioration du climat des affaires.*

LE Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a adopté une nouvelle stratégie de partenariat avec le Gabon, couvrant la période 2016-2020. L'institution bancaire panafricaine appuiera la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent et la Stratégie d'investissement humain du pays, selon deux piliers d'intervention, notamment la diversification économique à travers le développement

des infrastructures et l'amélioration du climat des affaires et le développement humain.

Le fil conducteur principal des interventions de la Banque sera l'appui à la diversification de l'économie. Son accompagnement couvrira en particulier l'appui à la transformation du secteur agricole, la valorisation durable de la filière forêt-bois, l'amélioration du climat des investissements, dans l'optique de renforcer la croissance pour tous.

Aussi, le soutien de l'institution visera-t-il l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. De manière transversale, l'accent sera mis sur les politiques d'inclusion sociale et l'employabilité des jeunes. L'institution financière confortera sa position de Banque du savoir, par des études analytiques et sectorielles d'aide à la décision, en appui aux politiques publiques.

Par son soutien, la Banque permettra au Gabon de maintenir un programme d'investissement public im-



Photo : DR

L'appui de la BAD va servir à l'amélioration du climat des affaires.

portant en cette période où les recettes budgétaires sont affectées par un prix du baril de pétrole historiquement bas.

**SOUTIEN** • Sur les 5 prochaines années, il est ainsi prévu un apport de la BAD équivalent à 811 milliards de FCFA (1,2 milliard d'Euros), à travers ses guichets publics et privés. « Cette nouvelle stratégie de partenariat reflète l'engagement de la Banque à soutenir la mise en œuvre accélérée de la stratégie Gabon émergent à l'horizon 2020. Il s'agit de permettre au pays

d'être davantage résilient aux chocs exogènes et de tendre vers une forte croissance, compatible avec le potentiel de son économie et en même temps de réduire la pauvreté, conformément aux Objectifs de développement durable », a déclaré Marlène Kanga, directrice régionale pour l'Afrique centrale.

« La revitalisation du secteur agricole, la valorisation de la filière forêt-bois, l'amélioration du cadre des investissements publics et privés, une meilleure formation professionnelle et une plus forte inclusion sociale,

ainsi que l'amélioration des infrastructures d'eau et d'assainissement, seront au centre des interventions de la Banque dans les prochaines années », a-t-elle ajouté.

Le processus ayant conduit à l'adoption de la nouvelle Stratégie s'est déroulé en étroite collaboration avec le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement du Gabon. Pour Ali Lamine Zeine, Représentant-Résident de la Banque au Gabon, « l'approbation de cette stratégie marque la relance effective de la coopération entre la BAD et le Gabon, un de ses membres fondateurs. Les équipes de la Banque sont d'ores déjà à pied d'œuvre pour préparer les premiers projets de cette stratégie, notamment une Opération d'appui budgétaire en soutien aux réformes macroéconomiques pour les investissements, (ii) un Programme de renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes et la protection sociale et (iii) un Programme d'eau et assainissement de Libreville ».

Brèves

Total crée une branche électricité et énergies renouvelables

En réponse à la chute des prix du baril sur le marché international, le géant pétrolier français Total a lancé le plan «Total One» qui vise, selon les responsables de la compagnie, à mutualiser certaines fonctions afin de maîtriser les coûts. Ce plan prévoit ainsi la création d'une branche électricité et énergies renouvelables.

La direction du pétrolier français a tenu à rassurer sur le fait que cette opération n'aura aucun impact sur les 96 000 personnes qu'elle emploie à travers le monde.

Cameroun: des investisseurs britannique et chinois intéressés par le gaz et l'électricité

Le secrétaire général de la présidence de la République camerounaise, Ferdinand Ngoh Ngoh, a accordé une audience, à Yaoundé, aux responsables de la compagnie pétrolière britannique New Age et de la China Poly Technology, qui ont tous deux exprimé leur intérêt pour les secteurs du gaz et de l'électricité au Cameroun.

Coopération : 200 millions de dollars pour sauver les forêts de la RDC

Pour la lutte contre la déforestation et la dégradation des zones forestières du pays, la République démocratique du Congo (RDC) a signé un accord avec le fonds CAFI (Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale), ouvrant la voie à un financement de 200 millions de dollars. C'est le premier accord de ce type signé avec un pays africain.

Golfe/ Les monarchies du Golfe doivent s'adapter à l'ère du pétrole à bas prix

Les monarchies pétrolières du Golfe doivent impérativement diversifier leurs sources de revenus et réduire leurs dépenses pour s'adapter à une persistance des bas prix du brut, a indiqué, lundi, le Fonds monétaire international (FMI). La croissance économique dans les six pays du Conseil de coopération du Golfe sera ramenée cette année à 1,8%, contre 3,3% en 2015, a précisé le FMI.

Rassemblées par F.A.

Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC)

Renforcement des capacités des experts d'Afrique francophone

F.A.  
Libreville/Gabon

*Venus de 15 pays d'Afrique francophone, les experts des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) vont, pendant deux semaines, non seulement examiner la revue des rapports d'évaluation de la conformité des normes internationales pour les institutions de contrôle des finances publiques (ISSAI), mais aussi avoir une formation sur la facilitation de ces normes.*

LA Cour des comptes du Gabon accueille à Libreville, la deuxième étape du programme 3I débutée en novembre 2015 à Yaoundé (Cameroun). Il s'agit d'un programme mis en place par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), et qui consiste à former un pool de facilitateurs cer-



Photo : F.A.

Gilbert Ngoulakia (milieu) a ouvert les travaux en présence du Procureur général près la Cour des comptes, Charlotte Mpage, et du représentant de l'IDI, Célestin Mgba Ankamsene. Photo de droite : Les participants à la cérémonie d'ouverture des ateliers de formation.

tifiés dans chacune des Cours de comptes, des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) d'Afrique francophone subsaharienne pour une durée d'environ trois ans.

Cette deuxième étape a pour objet de faire une revue des outils d'évaluation de la conformité aux normes ISSAI (iCATs) – audit de performance et de former les experts des ISC des 15 pays d'Afrique francophone sur la facilitation des ISSAI.

« Une ISC, comme la Cour des comptes du Gabon, a pour mandat principal d'émettre des opinions, des conclusions et faire des rapports sur la qualité de l'utilisation des ressources publiques. Mais pour cela, l'ISC a besoin d'utiliser des normes des procédures qui répondent aux meilleurs standards internationaux. Alors, ces normes-là, on les appelle les normes ISSAI », a expliqué le représentant de l'initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), Célestin Ankamsene.

La première semaine de ces assises sera consacrée à la validation des rapports iCATs rédigés par les candidats, et la deuxième sera celle de la formation des experts sur la facilitation des ISSAI.

Le premier président de la Cour des comptes du Gabon, Gilbert Ngoulakia, a demandé aux participants de « faire preuve de sérieux pour la réussite de ces assises. En effet, la crédibilité des ISC ne peut être garantie que par la pratique des audits qui ré-

pondent aux standards internationaux fermant ainsi la porte à toute contestation pouvant mettre en péril la visibilité, la crédibilité, voire l'existence de celle-ci.

Au sortir de ces ateliers, les participants déjà experts, deviendront des experts certifiés. Ainsi, ils pourront accompagner en retour leurs collègues dans la mise en œuvre des normes et dans la divulgation de celles-ci. Et au demeurant, les ISC des Cours de comptes verront leurs capacités renforcées.

**CHANGEMENTS**  
**COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 26/04/2016**

Union Gabonaise de Banque  
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

| FIXING |          |         | VENTE BILLETS (sans frais) |         |           |
|--------|----------|---------|----------------------------|---------|-----------|
| DEV    | EUR/DEV  | DEV/COT | DEV/CFA                    | DEV     | CFA       |
| XAF    | xxxxx    | xxxxx   | xxxxxx                     | 1 EUR   | 655,957   |
| USD    | 1,1287   | 1USD =  | 581,162                    | 1 USD   | 617,027   |
| CAD    | 1,4276   | 1CAD =  | 459,482                    | 1 CAD   | 483,567   |
| JPY    | 125,4500 | 1JPY =  | 5,229                      | 100 JPY | 543,735   |
| GBP    | 0,7748   | 1GBP =  | 846,582                    | 1 GBP   | 882,279   |
| CHF    | 1,1000   | 1CHF =  | 596,325                    | 100 CHF | 62 451,43 |
| ZAR    | 16,3492  | 1ZAR =  | 40,122                     | 100 ZAR | 4 172,17  |
| MAD    | 10,9408  | 1MAD =  | 59,955                     | 1MAD    | 62,35     |
| CNY    | 7,3345   | 1CNY =  | 89,434                     | 1CNY    | 92,12     |

| INDICES BOURSISERS |            |                  |
|--------------------|------------|------------------|
|                    | en date du |                  |
| <b>CAC 40</b>      | 26/04/2016 | <b>4 538,45</b>  |
| <b>DOW JONES</b>   | 26/04/2016 | <b>17 977,24</b> |

  

|                                     |
|-------------------------------------|
| <b>BRENT (IPE) US Dollars/Baril</b> |
| <b>26 Avril 2016: 45,04</b>         |